

## SOMMAIRE

**Mathieu ROUX, *Les PTT à Marseille. Aux origines d'un réseau de communications 1852-1914*, n°8 des Cahiers pour l'histoire de La Poste, novembre 2007, 179 p.**

### **Chapitre I – La préfecture ou L'Etat dans la ville, un pôle structurant du réseau de communications**

L'attitude de l'Etat face au télégraphe

### **Chapitre II – Municipalité et Etat : une lutte commune contre les violences urbaines**

Préfet et militaires, les organes de sécurité de l'Etat

### **Chapitre III – Bureaucratisation et multiplication des services municipaux : les besoins de la mairie de Marseille**

Modernisation des services urbains

Le téléphone et la bureaucratisation des services municipaux

### **Chapitre IV – Acteurs économiques et structures collectives**

Le rôle de la Chambre de commerce et des syndicats

Communiquer avec les autres places économiques de France et d'ailleurs

La communication en ville

### **Chapitre V – Acteurs économiques et téléphone**

Les privées de communication

### **Chapitre VI – Les voies d'expression d'une population**

La provenance des demandes

Les notables : intermédiaires naturels

Une officine ouverte sur la rue : une intermédiation possible

Une population autonome : du regroupement au comité de quartier

### **Chapitre VII – Les grandes orientations municipales**

Les aménagements du centre

Aménagement de la banlieue : le socialisme municipal et les infrastructures postales

### **Chapitre VIII – Des besoins et des espaces : les services réclamés**

Quels services pour quelles communications ?

L'attention portée à l'accès aux services

Bibliographie

Sources

Cette huitième livraison des *Cahiers pour l'histoire de La Poste* nous mène sur les bords de la Méditerranée. Après Paris, où l'on a profité d'une histoire sociale et technique de sa Poste pneumatique et où l'on s'est plongé dans la vie de son hôtel des Postes, ancêtre de Paris RP rue du Louvre, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, place à Marseille ! Seconde ville de France, la cité phocéenne laisse découvrir la construction de son réseau PTT avant la Première Guerre mondiale. Même si elle reste relativement continue dans la plupart des travaux de recherche sur la Poste, cette période s'avère cependant être la plus riche, et la plus opportune, puisqu'elle voit la Poste se structurer massivement et élargir ses activités partout en France.

Dans ce contexte particulier, les PTT ne sont pas étudiés seuls. Ils sont d'abord vus comme le cheval de Troie de l'Etat qui s'insère dans la ville via le réseau du télégraphe : la préfecture tient la seule voie de communication rapide avec Paris. Ensuite, les PTT font partie intégrante de la politique d'amélioration générale des conditions de vie dans la cité portuaire, politique passant aussi par les progrès sanitaires et une meilleure lutte contre les incendies : les Marseillais communiquent progressivement mieux par courrier, par télégramme, puis par téléphone... Enfin, l'univers des PTT vient se confronter avec celui des petits boutiquiers, des hôteliers, et plus généralement d'un monde bureaucratique alors en plein essor : chaque sphère possède ses spécificités certes, mais chacune d'elle concourt à construire le visage d'une capitale régionale qui se « tertiarise » progressivement.

Surtout, les PTT sont considérés comme le vecteur de l'essor économique de Marseille, facilitant les échanges intra urbains, métropolitains comme outre-mer. Au sein même de la ville, les PTT relient les pôles de l'activité économique phocéens que sont la Chambre de commerce, la Bourse et le port. Dans l'hexagone, les PTT mettent Marseille en relation avec Paris. Outre-mer, la Poste maritime maintient le contact avec les colonies dont on sait l'importance pour Marseille. Les relations politiques n'en sont pas moins effacées : la préfecture, la mairie, les arrondissements sont attentifs au positionnement des moyens de communications des PTT, de la boîte aux lettres à la cabine téléphonique. La population considère aussi à l'époque les PTT comme le trait d'union entre les quartiers marseillais, mais aussi comme « le renfort des nœuds de sociabilité », ainsi que le décrit parfaitement Mathieu Roux.

L'auteur, tout marseillais qu'il est, a su se replonger dans les racines de sa ville pour en faire ressurgir la structuration administrative, technique et matérielle d'un grand service public, dans un environnement urbain en continuelle évolution. Ce n'est pas le moindre des mérites de cette recherche en histoire que de nous faire redécouvrir les enjeux, les passions et les problématiques du développement des PTT, pris dans une globalité aujourd'hui caduque, dans la ville fourmillante qu'est déjà Marseille avant la Grande Guerre.

Sébastien Richez

## Introduction

En mai 1883, le Conseil municipal de Marseille est réuni pour se prononcer sur la création d'un simple bureau de poste à Mazargues, village de sa banlieue. M. Vedel, rapporteur de ce dossier devant l'assemblée, conclut, après un long discours : « Ce n'est pas nous qui nous opposerons à une pareille création, nous au contraire qui voudrions voir partout passer ce fil merveilleux, véhicule de la pensée, jusque dans le plus petit hameau pour qu'il y apportât les idées nouvelles enfantées, élaborées dans le sein des grandes cités (...) et pour que dans les pays, il n'y ait plus ces différences d'éducation, de connaissances politiques que, sous le régime du suffrage universel, nous devrions tous posséder à un égal degré et vivre au hameau comme à la ville dans la même vie intellectuelle<sup>1</sup>. » Devant tant de verve, les conseillers ne résistent pas et Mazargues obtient son bureau. Plus pragmatiques, les services de la voirie municipale avaient appuyé cette création en rappelant que : « Devant l'accroissement constant des populations rurales et l'établissement d'usines importantes, nous pensons qu'il est du devoir de l'administration (...) de favoriser le développement des relations commerciales entre la banlieue et la ville de Marseille<sup>2</sup>. »

Elans intellectuels et philanthropiques d'un côté, argumentation posée intégrant les réalités économiques d'un espace à aménager de l'autre, une part essentielle des mutations que connaissent les sociétés du XIX<sup>e</sup> siècle se condense dans ces deux citations, qui, par ailleurs, traduisent bien l'intérêt de ce sujet.

Carrefour portuaire et industriel, l'une des premières places commerciales de France, Marseille connaît comme toutes les grandes villes de ce temps une croissance importante. De 1850 à 1900, la surface de sa partie agglomérée est multipliée par quatre<sup>3</sup> tandis que sa population fait plus que doubler<sup>4</sup>. Durant ce même demi-siècle, le nombre de bureaux de poste dans Marseille passe de cinq à plus d'une quarantaine, soit huit fois plus. Mutation de l'espace, de la démographie et mutation des services de communication, ce parallèle fonde l'ensemble de cette recherche. Comprendre quels sont les liens entre ces différentes mutations, comparer leurs développements, leurs acteurs, leurs expressions géographiques, autant de questions qui alimentent les réflexions.

Comprendre et expliquer l'origine d'un réseau de communication demande de maîtriser l'espace dans lequel naissent les attentes qui lui sont liées. Cet espace, Marseille, revêt une originalité qu'il convient de présenter et de retenir pour le reste de cette étude : la coexistence

---

<sup>1</sup> ADBdR, 7P1/2, délibération du CM du 8 mai 1883.

<sup>2</sup> AM, 2D699, rapport des services de la voirie municipale, 2 mars 1883.

<sup>3</sup> Marcel Roncayolo, « Images-témoins des mutations urbaines, 1860-1920 », *Marseille 1860-1914, photographies et mutations urbaines*, Marseille, Musées de Marseille, 1997, p. 13.

<sup>4</sup> Emile Camau, *Marseille au XX<sup>e</sup> siècle*, Marseille, éd. Paul Ruat, 1905, d'après les recensements quinquennaux officiels de la ville de Marseille.



au sein d'un même territoire communal d'une partie agglomérée et d'un terroir. Marseille s'étire sur un vaste site naturel, fermé au nord, à l'est et au sud par des montagnes et qui s'ouvre, à l'ouest, sur la Méditerranée. Son territoire communal, de 20 000 hectares, est l'un des plus étendus de France. Il comprend une partie rurale sur laquelle est disséminé un certain nombre de « villages » et une partie agglomérée autour du Lacydon. Ces villages constituent ce qu'on a coutume d'appeler la « banlieue » de Marseille dont ils dépendent administrativement. S'ils jouissaient, jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, d'une relative indépendance fonctionnelle, l'inauguration du canal en 1849 et le développement du chemin de fer les lient beaucoup plus étroitement à la cité. Le siècle avançant, la ville et sa banlieue font de plus en plus corps. Les industries, intrinsèquement liées au port, parsèment le territoire, usant des eaux du canal ou des matières premières que porte en elle la terre marseillaise. Petit à petit la banlieue s'urbanise, certains villages sont progressivement intégrés dans l'espace aggloméré, devenant de simples quartiers forts néanmoins d'une identité certaine. Les populations suburbaines réclament d'être équipées au même titre que l'agglomération. Le développement du réseau de communication, s'étirant dans cet espace immense, est contraint par cette géographie.

En 1849 et 1850, Chambre de commerce et municipalité réclament l'unification tarifaire des lettres circulant sur le territoire marseillais<sup>5</sup>. En effet, les quatre bureaux de Poste existant dans la banlieue, Sainte-Marguerite, Saint-Marcel, Saint-Jérôme et les Crottes sont considérés par l'administration postale comme de véritables structures indépendantes, bureaux de villages ruraux. Ainsi une lettre circulant de l'un d'entre eux vers le centre de Marseille est taxée comme si elle provenait d'une autre commune, alors qu'il existe une tarification intra-communale. Les Marseillais demandent donc que soit prise en compte la particularité de leur territorialité communale. En 1852, l'administration des Postes accepte et rattache ces quatre bureaux à la direction de Marseille, cette dernière devenant *recette principale* d'un ensemble de bureaux désormais nommé Marseille-A, B, C et D<sup>6</sup>. Ce changement, quoique sans modifier le nombre de bureaux, est important, première tension qu'il représente entre un réseau d'infrastructure et son territoire. En 1852, c'est également l'année où le télégraphe électrique se fixe à Marseille. Par l'arrêté du 18 décembre, le préfet autorise son développement dans la cité<sup>7</sup>. La même année, Louis Napoléon Bonaparte choisit de se proclamer empereur quelques mois après être venu courtiser Marseille et y poser deux « premières pierres », celle de la nouvelle cathédrale et celle du futur Palais de la Bourse<sup>8</sup>. Année clé, qui annonce à bien des points de vue des bouleversements importants. Les vingt années précédant le second Empire ont incontestablement posé les cadres de l'expansion marseillaise que ce soit du point de vue

---

<sup>5</sup> ACCIMP, MR 3170, lettre du directeur de l'Administration Générale des Postes au président de la CCM, 22 mars 1849 ; ADBdR, 7P3/2, délibération du CM du 7 novembre 1850.

<sup>6</sup> *Indicateur Marseillais*.

<sup>7</sup> ADBdR, 7P5/1, arrêté préfectoral du 18 décembre 1852.

<sup>8</sup> Emile Témine, *Histoire de Marseille, de la Révolution à nos jours*, Perrin, 1999, p. 126.

industriel<sup>9</sup> ou urbain<sup>10</sup>. Mais il revient au demi-siècle suivant de propulser Marseille sur les hauteurs de ses rêves.

Durant cette moitié du XIX<sup>e</sup> siècle la cité phocéenne change de visage. Son gigantesque port industriel se bâtit au nord, réorientant le centre économique de la ville. Marseille se couvre de monuments, palais de la Bourse, cathédrale, préfecture et même du plus grand hôtel des Postes de France, exception faite de la capitale<sup>11</sup>. Avec l'édification de Notre-Dame-de-la-Garde, la cité phocéenne fixe le profil qu'elle offre depuis à ceux qui la visite. Ce temps est aussi celui de son « hausmannisation », de ses réussites et de ses échecs. Le cours Impérial, future rue de la République, est percé, endettant la ville pour longtemps et autorisant enfin la communication entre le centre et les ports.

Agglomération d'hommes et de capitaux, industriels, négociants, armateurs viennent échanger à la Bourse de commerce, en plein centre. Mais tous sont appelés aux quatre coins de la ville, les uns le long des ports, les autres dans les industries éparpillées sur le territoire marseillais. Marseille s'étire et se transforme à l'intérieur de son territoire enserré de collines. Des agrégats d'habitation spontanée naissent autour des manufactures. Ce sont de véritables villages qui se greffent aux hameaux existants. Paysans et ouvriers se mêlent dans ces nouveaux noyaux. Les communications entre cette banlieue si mouvante et ce centre où l'essentiel des affaires se jouent, deviennent indispensables. La cohérence de la cité en dépend, les distances ne doivent pas nuire à ce qu'elle est : une ville. La multiplication et la diversification des services urbains sont dès lors nécessaires pour passer ce moment transitoire. Postes, Télégraphes et Téléphones sont, de ce point de vue, des éléments indispensables à la croissance marseillaise.

Marseille s'étend également hors de ses frontières physiques et joue de ses horizons multiples. Porte de l'Orient, ses attaches avec le Levant mais plus encore avec les colonies françaises se renforcent. Ses relations avec la capitale et les ports du Nord se multiplient et un arrière pays se façonne des rives de l'étang de Berre à Toulon pour les besoins de sa production<sup>12</sup>. Postes, Télégraphes et Téléphones permettent de soutenir ces liens.

Parallèlement les administrations des Postes, des Télégraphes et des Téléphones connaissent des bouleversements importants, à commencer par leur fusion en 1879 et qui est effective à Marseille dès 1880<sup>13</sup>. Elle s'inscrit dans les changements politiques de la République opportuniste et offre, sous la direction du nouveau ministre Adolphe Cochery, un nouveau

---

<sup>9</sup> Xavier Daumalin et Olivier Raveux, « Marseille (1831-1865), une révolution industrielle entre Europe du Nord et Méditerranée », *Annales HES*, 56<sup>e</sup> année, n°1, janvier-février 2001.

<sup>10</sup> Marcel Roncayolo, *Les grammaires d'une ville, Essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*, Marseille, éd. EHESS, 1981, rééd. 1996.

<sup>11</sup> D'après son architecte, M. Huot. BHPT, *Monographies de bâtiments modernes, l'hôtel des Postes de Marseille*.

<sup>12</sup> X. Daumalin et O. Raveux, *op. cit.*, p. 170.

<sup>13</sup> Paul Masson, *Les Bouches-du-Rhône : encyclopédie départementale*, Marseille, 1913-1935, vol. V, p. 287.



souffle au développement des infrastructures de communication<sup>14</sup>. Les progrès techniques les touchent particulièrement, le chemin de fer permet un changement profond des modes d'acheminement, et la télégraphie ne se conçoit pas sans les avancées remarquables du domaine de l'électricité. Les prouesses réalisées par le téléphone sont encore plus parlantes à ce sujet. En 1889 la compagnie de téléphone détenant le monopole est nationalisée<sup>15</sup>, regroupant ainsi pour longtemps les trois services de communication en une administration d'Etat : l'administration des Postes, Télégraphes et Téléphones. L'implantation d'un centre de tri à la gare Saint-Charles, en 1912, modifie par la suite l'organisation des cheminements internes du courrier. La Grande Guerre repousse l'installation d'une antenne de TSF à Marseille<sup>16</sup> ainsi que nombre de projets d'urbanisme. Césure dramatique, elle permet fatalement des progrès techniques, particulièrement dans le domaine de l'aviation qui influe sur les administrations qui nous intéressent. Fin d'un cycle et ouverture sur le XX<sup>e</sup> siècle cette date offre une borne facile mais évidente.

---

<sup>14</sup> Olivier Bataillé, « Naissance d'une administration moderne, la fusion des services postaux et télégraphiques français au XIX<sup>e</sup> siècle », thèse de doctorat en droit sous la direction de Philippe Nelidoff, université de Sciences Sociales de Toulouse, novembre 2002.

<sup>15</sup> Pierre Aulas, *Les origines du téléphone en France (1876-1914)*, Paris, AHDE, coll. « historiens de demain », 1999.

<sup>16</sup> ACCIMP, MR3424.